COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 28 NOVEMBRE 1981 — N°139 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

LE RACISME OFFICIEL

Il n'est pas rare que des oppresseurs poussent de hauts cris et se déclarent des victimes quand ceux qu'ils oppriment dénoncent leur oppression et cherchent à se libérer.

On a même vu un capitaliste de Capesterre (Guadeloupe) pleurer de grosses larmes parce que ses ouvriers l'ayant coincé dans un bureau, réclamaient le paiement de leur salaire, différé depuis des semaines.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que tous les organismes et institutions officielles tous d'ailleurs dirigés par des Blancs, crient au racisme anti-blanc quand des Noirs dénoncent la situation coloniale et raciale qui en est le pendant aux Antilles.

Que la plupart des Blancs vivant en Guadeloupe et Martinique trouvent de bonnes raisons pour ne pas admettre que les Noirs crient au racisme prouve tout simplement qu'ils se mettent bien à l'abri de cette administration coloniale blanche et lient leur sort à une telle situation coloniale.

Il y a un fait indéniable et que rien ne peut masquer, c'est que ceux qui représentent ici le pouvoir colonial ont une apparence physique (couleur de peau) différente de celle de la population qui est colonisée.

Les peuples des Antilles sont originaires en très grande majorité d'Afrique et d'Inde. Ils sont donc des « hommes de couleurs », que l'on peut regrouper sous l'appellation générale de Noirs par opposition aux Blancs qui eux viennent d'Europe.

Il se trouve que non seulement l'administration, le pouvoir politique mais aussi la richesse, les biens économiques, sont en majeure partie aux mains des Blancs.

Les luttes menées au cours des 19e et 20e siècles ont conduit le pouvoir à faire des concessions importantes aux Noirs sur le plan des libertés démocratiques et sur celui de l'amélioration des conditions de vies. Beaucoup de travailleurs ont été assassinés au cours de ces luttes pour faire progresser leurs conditions de vie dans la colonie.

Mais jusqu'à un certain stade, les Noirs ne revendiquaient pas le pouvoir pour eux-mêmes, mais réclamaient une transformation de leur situation par l'assimilation complète avec les citoyens français vivant en France.

La métropole leur a mesuré chichement cette assimilation. Celle-ci a été proposée graduellement. Et jusqu'aujourd'hui cette assimilation votée depuis 35 ans n'est pas accomplie !

Mais entre temps dans les années 50 et 60 la jeunesse antillaise lasse d'attendre, a changé de revendication. Elle n'a plus voulu d'une « assimilation » qui lui était mesurée et d'une citoyenneté française de seconde zone, ici même ou en émigration en France.

Depuis lors le mouvement anticolonialiste s'est développé et renforcé sur les deux îles. Aujourd'hui les Noirs ne veulent plus attendre.

Suite page 3

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE

Les travailleurs de l'hôpital psychiatrique après plusieurs semaines de grève ont remporté une victoire non négligeable contre l'administration et le directeur blanc colonialiste Fisher.

Les 14 licenciés ont en effet été réembauchés. Ils l'ont été au terme d'une grève longue et dure, au terme du premier mouvement important depuis la rentrée 81. Ils auront connu non seulement calomnies, matraquages et menaces mais aussi intervention armée des CRS, la nuit, dans l'hôpital, dirigés par Fisher avec l'accord de la préfecture.

Et ces faits ont déjà montré que le « changement » n'était qu'un mot creux pour les travailleurs. Ce sont les mêmes matraques, les mêmes CRS, sous Mitterrand comme avant sous Giscard qui les ont opprimés. Ce sont les mêmes blancs racistes qui les ont traînés dans la boue avec une arrogance et une hypocrisie révoltantes.

Mais tout cela, loin d'avoir eu raison d'eux, a semblé renforcer la combativité des travailleurs : rassemblements, manifestations, réunions, distribution de tracts se sont succédés.

Aujourd'hui, Fisher est battu. L'attitude raciste, colonialiste n'a pas payé. Le style « patron de choc-à-qui-on-ne-la-fait-pas », n'a pas payé non plus.

Mais si les travailleurs de l'hôpital psychiatrique doivent à leur combativité le fait de voir aujourd'hui réintégrer leurs 14 camarades, il faut souligner qu'à aucun moment cette combativité n'a reçu le soutien des partis de gauche socialistes ou communistes, ou des élus de gauche. Pire, les représentants du parti communiste, en particulier, ont carrément pris position contre le mouvement. C'est ainsi que le maire de Basse-Terre publiait une lettre dans France-Antilles dans laquelle il s'en prenait aux grévistes en se montrant, par contre, plus que complaisant à l'égard de l'administration coloniale. Quant au député Moutoussamy, lui aussi s'en est pris aux grévistes...

Dans cette affaire les élus de PCG se sont montrés bien plus proches de l'administration que des intérêts des travailleurs.

Quand on sait d'autre part que Fisher est membre du Parti socialiste local et que, à part un bref communiqué peu convaincant, jamais son parti n'a critiqué son attitude, ses propos et sa répression, on ne voit pas là ce qui différencie les pratiques des « hommes de gauche » de ceux de la droite.

C'est pour cela que les travailleurs n'ont à compter que sur leurs propres forces pour se battre. Croire que communistes et socialistes au pouvoir favoriseront la satisfaction des revendications ouvrières, est un leurre.

Les travailleurs quant à eux, en remportant la victoire à l'hôpital psychiatrique ont montré qu'ils ne sont pas prêts à avaler tous les bluffs, et tout comme les travailleurs de la cuisine de l'hôpital général au mois d'août, leur lutte constitue un exemple pour l'ensemble des travailleurs antillais. Les travailleurs des hôpitaux ont montré à tous que seules la lutte, la ténacité, la volonté de vaincre sont payantes.

P.J.C.

GREVE DES LEP

EN MARTINIQUE

Voir notre article en page 4

GALA DE COMBAT OUVRIER

MARTINIQUE

VENDREDI 4 DECEMBRE 1981 au TERPSICHORA
AU PROGRAMME
Poésie avec JOBY BERNABE
Musique avec différents groupes
GAOULE, CONNECTION, TCHIMBE RAID
Histoires pour rire et... réfléchir avec DUVERGER
On dansera avec le dynamique orchestre E+

Amis lecteurs sympathisants,
l'entrée se fera uniquement sur cartes d'invitation.
Pas de guichet. Il faut réclamer vos cartes aux vendeurs et diffuseurs de COMBAT OUVRIER dès maintenant et avant le 4 décembre

Soyez tous au TERPSICHORA à partir de 19 h le vendredi 4 décembre 1981
Une bonne soirée en perspective, chaude et fraternelle !
Prenez vos cartes VITE, VITE, VITE !!!

J.C. Duvergêr

GUADELOUPE

Amis, lecteurs, sympathisants
Venez tous au gala de Combat Ouvrier...
Retenez la date :

SAMEDI 5 DECEMBRE dans la salle du RED STAR
Route de la Jaille (face à la station service de l'autoroute)
à partir de 19 h

AU PROGRAMME
Chants avec OYANE
Musique avec ATIKA
Chants-vocal ERIK COSAQUE
Ballet KASSANGA
Puis on dansera toute la nuit sur l'entrainante musique de l'orchestre jeune et dynamique
MALANGA

Alors n'hésitez plus amis lecteurs, réclamez dès aujourd'hui votre carte d'entrée aux diffuseurs et vendeurs de COMBAT OUVRIER
Il n'y aura pas de guichet
Entrée uniquement sur présentation de la carte.

LES NOIRS CONTRE LA SITUATION RACIALE ET

Après l'intervention d'un groupe de jeunes qui, masqués, brisèrent plusieurs vitrines de magasins appartenant à des Blancs et saccagèrent en partie trois magasins de ces Blancs, il y a eu de nombreuses réactions tant dans la population que de la part de l'administration ou d'organismes divers.

Celles de l'administration (par la voix du sous-préfet de Pointe-à-Pitre) et de ces différents organismes, ne reflètent pas l'opinion d'une large fraction de la population, en particulier des chômeurs, des ouvriers et employés pauvres, et souvent d'employés de bureau ou de petits cadres ou même de petits artisans.

De la sous-préfecture à France-Antilles, en passant par certain jeune journaliste, imprudent et vif, à la déclaration mesurée de la LICRA ce fut la désapprobation générale de tout ce qui est tant soit peu inscrit dans le cadre de la société officielle.

Les pauvres, eux, n'ont pas eu la même réaction. Nous avons enregistré de nombreuses réactions de vif soutien à l'action du comité contre le génocide. En particulier de nombreux jeunes approuvaient disant qu'« il fallait bien en arriver là si on voulait s'en sortir » ou encore « c'est le seul moyen pour que les Blancs comprennent ». D'autres plus âgés disaient ne pas aimer la violence mais comprenaient que la situation poussait à cette violence. « faut que quelque chose change en Guade loupe ». « C'est parti, c'est la révolutio qui va se faire en Guadeloupe », « Et il ont même osé distribuer des tracts », « Il n'ont rien volé », « Ce sont des révoltés des jeunes aigris », etc...

Il y a eu une large partie de l'opinion qu a approuvé le geste du groupe de dix o douze jeunes Noirs en colère.

Et cela a relancé les discussions sur l

LES NOIRS ET LES BLANCS DANS LES ENTREPRISES ET LES ADMINISTRATIONS

Maillard, Préfet blanc de la Guadeloupe

Pour avoir une idée de la situation réelle de la place qu'occupent les Blancs aux Antilles nous allons examiner la situation dans un certain nombre d'entreprises et d'administrations.

Prenons le cas de la Chambre de Commerce de Pointe-à-Pitre.

Quand on examine la représentation des membres élus dans les entreprises, on se rend compte que sur 75 entreprises, il y a 23 patrons directeurs ou gérants. Sur ce nombre il n'y a que 8 noirs regroupant 14 entreprises dont un transporteur en commun, une pharmacienne, un directeur de banque et un directeur d'EDF. La plupart des grosses affaires sont aux mains des Blancs.

Ce sont, soit des « békés » martiniquais, soit une minorité de « békés » guadeloupéens. Les noms de ces gens sont connus ce sont les Hayot, Despointes, Loret, Audebert, etc...

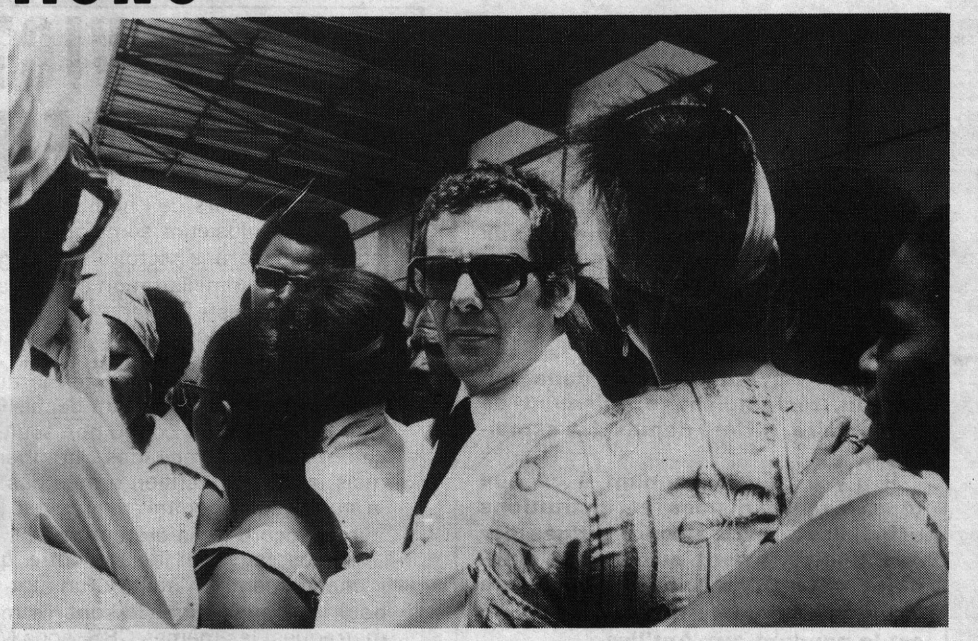
Ces chiffres ne recouvrent pas toute l'économie de la Guadeloupe et de la Martinique mais uniquement la représentation des membres élus de la Chambre de Commerce pour l'année 80.

Voyons aussi dans les administrations comment se répartissent les responsabilités entre Noirs et Blancs.

Etant donné que la majorité de la population est noire on pourrait s'attendre à trouver une majorité de Noirs aux postes de haute et moyenne responsabilité. Or il n'en est rien.

Dans les personnels cadres du Trésor on trouve 3 hauts cadres, tous blancs. Sur 8 services, 7 chefs de service sont blancs, 1 noir. Donc aux postes de direction il y a un total de 10 Blancs et un Noir.

Ajoutons que, plus bas, dans l'échelle, il y a 17 perceptions, presque tous les percepteurs sont blancs, seules deux perceptions ont un titulaire noir.



Le capitaliste blanc Rimbaud séquestré par des travailleurs en lutte.

Nous reviendrons dans d'autres articles sur la façon dont le « blanchissement » des cadres s'est opéré à partir de 1949. C'est aussi significatif de la situation raciale.

Dans l'Aviation Civile, sur 13 postes de responsabilité, 10 sont occupés par des Blancs dont les plus hautes et 3 postes moyens par des Noirs.

Dans l'Education, plusieurs postes honorifiques ou élus sont occupés par des Noirs (tel que le président d'Université), mais les postes de décision (Recteur), ceux où se décident réellement les affaires, sont tous occupés par des Blancs. Et même lorsque l'on a un vice-recteur, il y a derrière lui un Blanc qui est en relation plus directe avec les Services du Rectorat. Il y a 4 services sur 6 dirigés par des Blancs, les services de la Chancellerie sont dirigés par des Blancs. Le véritable pouvoir au vice-rectorat jusqu'à ces derniers temps était aux mains de CASU qui est un Blanc.

A la météorologie, il y a une majorité de Noirs mais les deux hauts responsables sont deux Blancs !

A l'INRA (centre de recherche agronomique) ce centre qui est en principe destiné à améliorer l'agriculture des Antilles, est en grande partie une sorte de voie de passage pour toute une série de jeunes Blancs qui y font leur service militaire. Là aussi nous reviendrons plus tard plus en détail sur les problèmes qui s'y posent.

Actuellement on peut estimer que sur un Conseil scientifique de 27 membres, on trouve moins de 10 Antillais. Il y a à notre connaissance un seul Antillais chef de station (sur 8). E pourtant des jeunes Antillais ayant fait de études en agronomie ont beaucoup de mal entrer dans cette véritable chasse-gardé « blanche ».

Il en est d'ailleurs de même dans tous les services touchant à l'agriculture (DDA).

Pour la Justice, nous avons trouvé sur un liste de 23 magistrats 19 blancs et 4 noirs.

Récemment il y a eu quelques changement mais pas au point de changer profondémen cette proportion.

Pour la Santé, les 4 postes de responsabilit importants sont tous les 4 occupés par de Blancs, dont certains ne cachent pas d'ailleur leurs réels sentiments envers les Noirs.

Pour l'Armée et la Police, il va de soi que l proportion de Blancs responsables est encor plus forte.

Fin 1980, pour la Police, sur 8 postes d haute responsabilité il y avait un seul occup par un Noir.

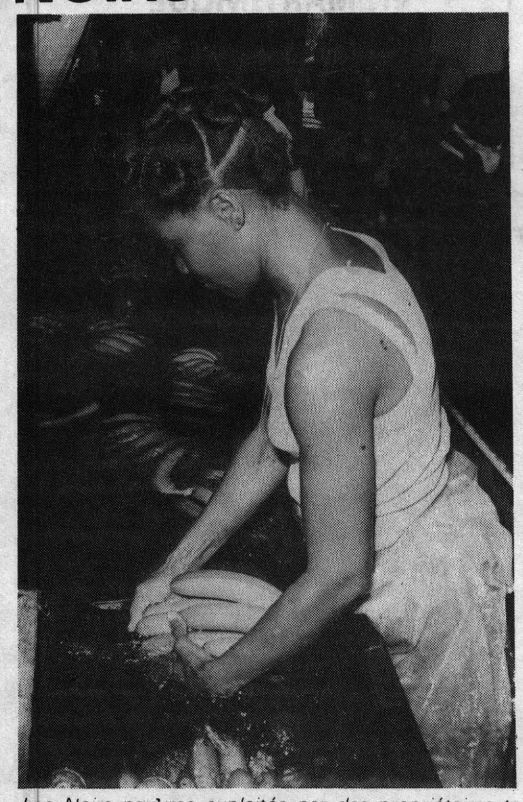
Pour l'Armée, il y a huit postes tous occupé par des Blancs.

Cela va de soi, l'armée coloniale ayant un fonction bien précise dans une colonie.

Le pouvoir se méfie des Noirs même dans le tâches de répression.

Enfin, au niveau de la Préfecture de la Guade loupe, le corps préfectoral et uniquement com posé de Blancs.

NOIRS PAUVRES ET NOIRS RICHES



Les Noirs pauvres exploités par des propriétaires terriens blancs.

Alors, quand on parle de racisme officiel, cela a une consistance et une existence réelles. Que la population noire n'ait pas pu fournir en un demi-siècle des gens compétents pour remplir tous ces postes, aurait été assez aberrant. Mais le problème, c'est que l'administration coloniale est blanche, parce qu'elle ne doit pas être noire !

Parce que les peuples des Antilles doivent bannir, selon ces gens là, toute idée qu'ils sont capables de se gouverner eux-mêmes.

Alors, comme autrefois un Noir esclave qui allait en France pouvait quitter en touchant le sol français sa situation d'esclave, un Noir antillais peut accéder en France à différents postes qu'on lui refuse et qu'on garde ici pour des Blancs.

Le pouvoir sait que dès que les Antillais seront persuadés de pouvoir se diriger eux-mêmes, il ne pourra plus les empêcher d'évoluer très vite vers leur propre pouvoir.

Bien sûr, ce ne sont pas les masses pauvres qui souffrent le plus du racisme que nous avons mis en évidence ici. Ce serait surtout les petits bourgeois des villes, les Noirs cultivés qui se sentent lésés par cette situation.

Mais elle reflète bien le problème colonial dans nos pays.

Les Noirs pauvres eux se divisent en deux catégories. Ceux qui ont un emploi et ceux qui sont au chômage total ou partiel.

Là pour la majorité des Noirs c'est aussi aux exploiteurs blancs qu'ils ont affaire et à leurs agents quelquefois noirs. Parce que la majeure partie des terres, et des entreprises, petites et moyennes et grandes, sont aux mains des Blancs. Pour eux, l'exploiteur, c'est le Blanc. Et l'expression populaire « travail à blanc là » est l'une des plus répandues dans nos pays.

L'un des arguments de ceux qui se prononçaient contre l'action du « comité contre le génocide », c'était de dire que ce sont les Blancs qui peuvent donner la plus grande quantité de travail ici. Il ne fallait donc pas les effrayer pour ne pas les faire partir. Mais c'est en même temps et un aveu de soumission et une reconnaissance de cette domination raciale.

Il faut donc s'attendre à ce que la colère des pauvres exprime en même temps que la haine de l'exploitation, celle d'exploiteurs qui seront distingués à leur couleur de peau.

Toute l'humiliation accumulée pendant des décades ne peut que prendre cette voie qui mettra aux prises des opprimés noirs et des oppresseurs blancs.

Que ces derniers ou ceux (Blancs ou Noirs) qui lient leur sort aux Blancs privilégiés et riches ne croient pas qu'en criant au « racisme noir », ils vont changer quelque chose à cela. Les éléments du problème sont disposés depuis bien longtemps ; l'évolution de la situation politique conduit inévitablement à cette conclusion. Il faut prendre parti, c'est cela qui compte.

Pour les Noirs pauvres, il faut agir de façon à ne pas faire passer la solidarité raciale noire avant les distinctions de situation sociale et économique car tous les Noirs n'appartiennent pas à la même classe sociale, même si tous ont intérêt du point de vue de leur dignité, à combattre le racisme officiel blanc.

Les pauvres ne doivent pas servir de masse de manœuvre pour des privilégiés noirs qui seront pressés de remplacer les anciens possédants et gouvernants blancs.

C'est pourquoi les travailleurs noirs doivent dépasser leurs conceptions purement corporatistes et syndicalistes pour s'élever à la conscience politique. Ceux qui les repoussent de l'activité politique les trompent.

Parmi tous les Noirs, les Noirs pauvres-ouvriers, chômeurs, employés, petits paysans, ont un rôle de premier plan à jouer pour mettre fin au racisme officiel.

COMBAT OUVRIER EST-IL RACISTE ANTI BLANC

Notre mot d'ordre « Pour un état des Noirs pauvres indépendant des riches et des Blancs » ne cesse de susciter des commentaires.

En particulier, des Blancs, mais aussi des Noirs nous font le reproche de favoriser le racisme anti-blanc ou même d'être nous-même racistes.

Nous l'avons déjà dit, il ne faut pas confondre offenseur et offensé. Il est pour le moins curieux que l'on parle de racisme parce que des Noirs mettent en évidence le racisme officiel. Lorsque l'on dit que les Blancs ont le pouvoir alors qu'ils sont la minorité dans le pays, c'est une réalité. Pour que les Noirs ne réclament pas la fin de ce pouvoir blanc, pour qu'ils ne luttent pas contre le racisme officiel, il faudrait tout simplement que ce pouvoir disparaisse.

Il y aurait alors un Etat des Noirs - et des Noirs pauvres pour empêcher toute réapparition d'une forme d'exploitation par des Noirs riches.

Cela veut-il dire que les Blancs seront pour chassés ou interdits de séjour dans un te Etat ?

Non, puisque la majorité de la population ayant le pouvoir, il n'y aura plus de problèm racial ou colonial. Les Blancs vivant en Guade loupe auront strictement les mêmes droit que les Noirs. S'ils le désirent. Mais il n'auron plus aucun privilège.

Il est évident que le nouvel Etat des Noir pauvres sera le pouvoir émanant de la majo rité noire et pauvre.

Les Blancs qui posent aujourd'hui ce pro blème et qui vivent en Guadeloupe ont u moyen très simple de se situer, c'est d reconnaître le droit de la majorité noire à gou verner son propre pays. Car leurs cris contr le racisme ne cachent-ils pas des sentiment colonialistes qui les empêchent même d'env sager que les Noirs dirigent un jour leur propr pays ?

COLONIALE AUX ANTILLES

situation politique et économique, sur le racisme.

La LICRA a lancé une prise de position contre le racisme tout en précisant qu'« il y a un mal guadeloupéen », « une situation d'inégalité et de discrimination sociale et économique toujours intolérable »

Y a-t-il un pouvoir blanc ?

Les Noirs qui veulent la fin de ce pouvoir blanc sont-ils racistes ?

« Pour un état des Noirs pauvres indépendant des Blancs et des Riches » ce mot d'ordre politique lancé par COMBAT OUVRIER est-il raciste ? Correspond-il à l'intérêt des travailleurs et des pauvres ?

Les articles ci-dessous s'efforceront de répondre à ces questions ou de fournir des éléments pour que chaque lecteur de notre journal puisse se faire une opinion.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

C'est cela que depuis toujours demandent tous les gouvernements « Patience, cela va changer », c'est aussi cela que demande le gouvernement socialiste. Celui qui prétent appliquer ici une solution qu'il va bricoler dans les cabinets parisiens de quelques ministres autour de M. Defferre.

Le replatrage laissera évidemment en place le pouvoir blanc.

Car le vrai problème c'est que la classe des possédants et l'administration coloniale se confondent avec ce « pouvoir blanc ».

Si les Noirs et en particulier les Noirs pauvres veulent que cela change il leur faut effectivement combattre l'Etat des Blancs. Il leur faut engager la lutte contre ce pouvoir qui perpétue d'un côté la misère et du chômage, et l'exil pour la majorité des Noirs et la richesse et l'aisance et des emplois protégés pour la minorité blanche.

Comment appeler une telle situation autrement que Racisme Officiel ?

SECURITE SOCIALE (MARTINIQUE) LES CHÔMEURS RECLAMENT L'EMBAUCHE DE PERSONNEL

Vendredi 20 novembre, à l'appel du Comité de Lutte des Chômeurs de la Santé, 40 chômeurs se sont rendus à la Caisse Générale de Sécurité Sociale pour se faire embaucher.

En effet actuellement, les travailleurs de CGSS font 39 heures au lieu de 40 heures et aucune disposition n'a été prise pour recruter du personnel. Or il y a ne serait-ce que par le fait de la réduction d'horaires la possibilité d'embaucher 22 personnes.

A 8 heures du matin 40 chômeurs se trouvaient au 2ème étage de la Caisse pour voir le directeur. Celui-ci absent, une camarade demanda à son adjoint de les recevoir, ce dernier de prime abord refusa. Les 40 se rapprochant, il fut de fait obligé de leur répondre, aidé en cela par le secrétaire général et l'agent comptable venus à son secours. A la question sur l'embauche, ces messieurs ont répondu qu'ils n'étaient pas responsables, que c'était de la compétence du conseil d'administration, qu'ils ont demandé 15 agents à l'effectif 82, qu'ils ne se sont pas encore consulté sur les recrutements nécessaires suite à la diminution des horaires de travail, qu'ils n'ont pas reçu de directives du ministère... qu'ils se consulteront sur ce problème et que d'ici début décembre, le conseil d'administration pourra prendre position sur la question.

Bref, tout ce luxe de réponses montrait que pour ces messieurs, l'embauche des 22 n'était pas à l'ordre du jour.

Quand on voulut connaître leur position personnelle sur le nombre de recrutements qu'ils demanderaient, le secrétaire général dit 15 + 7, lapsus révélateur qui fut vite relevé par les chômeurs. Ensuite ils dirent que ce serait les 15 déjà formulés plus 22 du fait de la diminution de la semaine hebdomadaire de travail !

Après une heure et demie d'entretien les chômeurs sont partis, après s'être adressés au personnel pour leur demander leur soutien, et bien décidés à ne pas laisser cette affaire tomber.

Ensuite ils se sont donné rendez-vous pour une prochaine action, car pour eux cela ne fait que commencer.

POUR LES ADJOINTES SOCIALES LE GOUVERNEMENT PROPOSE UNE FORMATION AU RABAIS

Le journal officiel du 2 octobre dernier publie un arrêté du 12 août 1981 à la profession d'infirmier dans le département de la Guadeloupe. Selon cet arrêté le préfet de la Guadeloupe pourra délivrer aux adjointes sociales actuelles un certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmière de dispensaire en poste.

Néanmoins ce certificat ne sera valable que pour le département et concerne exclusivement les dispensaires.

Bien sûr un tel arrêté apparaît de prime abord comme favorisant la promotion des adjointes sociales ; mais en réalité les objectifs visés par le pouvoir sont très éloignés d'une telle préoccupation.

En effet, l'administration veut d'une part donner l'illusion qu'elle répond aux besoins des dispensaires en infirmiers et d'autre part sous-payer ces nouveaux infirmiers.

Et, il est vrai qu'il manque des infirmiers et infirmières dans les dispensaires car l'administration s'est toujours refusée à embaucher en priorité les dizaines d'infirmiers au chômage depuis maintenant plusieurs mois.

Il est pour le moins scandaleux que le gouvernement s'apprête à délivrer des diplômes spécifiques à la Guadeloupe, quand par ailleurs ceux qui possèdent des diplômes reconnus mondialement et délivrés par des écoles d'infirmiers, sont sans travail.

Il faudrait une bonne dose de naïveté pour croire que ceux qui aujourd'hui nous gouvernent et ont pris un tel arrêté ont songé tout particulièrement à la promotion d'une catégorie de travailleurs. Et qui plus est, une promotion au rabais.

Cela rappelle les pratiques coloniales françaises en usage en Afrique il y a plusieurs années où une « formation » au rabais était assurée à certains, qui obtenaient le titre de « médecin africain ».

En embauchant précisément des infirmiers diplômés il aurait été possible d'assurer des cours de formation supplémentaire sur leur temps de travail aux adjointes sociales, afin qu'elles puissent devenir pleinement et à part entière des infirmières.

Ainsi, elles n'auraient pas comme c'est aujourd'hui le cas, un titre valable seulement pour les dispensaires locaux.

En répondant de la sorte aux aspirations légitimes des adjointes sociales, l'administration coloniale lèse aussi bien les adjointes sociales elles mêmes que les infirmiers au chômage. Et c'est bien là le signe du profond mépris dans lequel cette administration tient la population et les travailleurs de la Guadeloupe.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

MARTINIQUE SECURITE SOCIALE ROND POINT : MAKRÉLAGE KA DECENND' !

Rond-Point, tout' cé jou ta la, makrélage ka décennd'. En effet, le nouveau shériF.F, sans aucun scrupule, a fait « makaudé » l'ensemble des communications reçues par les travailleurs du Contentieux.

Et c'est dans un rapport sous forme de note de service n° 209/81 à l'attention des cadres, qu'il signale les détails suivants : « Pour le mois d'octobre, 10 personnes ont reçu 146 appels » pour des raisons non professionnelles, et la précision suivante : « 14 appels le 22 octobre ont duré au moins 10 minutes » (toutes les conversations, même intimes, ont été écoutées) et au shériF.F de terminer son rapport sur un ton menaçant, précisant que l'enquête se poursuivra au mois de novembre.

Maintenant que nous savons que le sheriF.F. nous écoute, c'est le moment de lui faire savoir au téléphone ce que nous pensons de ses méthodes de makandage, en attendant d'aller le lui dire en face.

ÇA A FAIT DU BRUIT DANS LES COULOIRS

Jeudi, une forte délégation de chômeurs a envahi les couloirs de la direction et devant le refus du directeur adjoint de les recevoir, ils ont du lui forcer la main.

Voyant bien que ces 40 gaillards n'étaient pas venus s'en entendre conter, le directeur adjoint, flanqué du secrétaire général et de l'agent-comptable, pour se tirer d'affaire, fut bien obligé de les recevoir. Devant l'insistance des chômeurs, les trois chefs ont fait comprendre que des postes seront créés, tout en avouant qu'ils ne s'étaient pas encore penché sur la question.

Il n'empêche que dès cette semaine nous, à la Caisse, nous commencerons le nouvel horaire. C'est dire que si nous ne les bousculons pas un peu pour embaucher, c'est encore nous qui en ferons les frais.

CENTRE DU LAMENTIN : REPONSE A UNE PROVOCATION

Au Centre du Lamentin un agent arrive en retard, il s'en excuse devant son responsable de service, et tout pourrait se terminer là. Mais c'est compter sans la goujaterie du chef du centre qui, lui, refuse le motif du retard, en agrémentant son refus d'une furieuse « engueulade » publique à l'agent.

Mais cela c'était trop, et c'est bien pour se faire respecter qu'ils décidèrent de mettre un frein à ces humeurs par trop changeantes de ce responsable lunatique.

Ils se mirent aussitôt en grève et il fallut que le sous-directeur de Fort-de-France se déplace pour tirer son copain de ce mauvais pas en donnant l'assurance aux employés qu'il allait « arranger l'affaire ».

ÇA GROGNE AU MAGASIN

Suite à une enquête faite au magasin, il avait été entendu, que pour des raisons d'hygiène, un boxe serait installé pour les 3 magasiniers.

5 mois après l'enquête, la direction qui pourtant, s'était déplacée en forte délégation n'a toujours pas donné suite à l'affaire.

Alors nous avons décidé un arrêt de travail.

Mais nous n'avions pas entamé la grève qu'à nouveau la direction rappliquait, mais cette fois pour dire que c'était la faute à la direction régionale.

Faudra-t-il que nous nous mettions en grève pour qu'ils puissent trouver la bonne direction ?

GUADELOUPE SOFROI : SUR LES RAYONS, UNE ATMOSPHERE DE POURRITURE...

A SOFROI Multi-Cash, nous travaillons le plus souvent dans la poussière et la saleté. En particulier nous qui déchargeons les marchandises périssables ; pommes de terre, oignons etc...

Quand les sacs sont restés un certain temps sur les rayons, nous retrouvons de la pourriture et de la vermine.

Là aussi, à force de respirer ces saletés, notre santé risque d'en prendre un coup.

Il faudra que le patron améliore nos conditions de travail, sinon il pourrait trouver un jour deux ou trois sacs de produits pourris dans son bureau pour qu'il se rende mieux compte de l'effet.

CENTRE HOSPITALIER FORT DE FRANCE LYAUTEY : ALLÉ-OU CÉ TA-OU, VIRÉ-OU CÉ TA NOU.

La Chirurgienne raciste Abrozzio a terminé son remplacement à Lyautey et elle a cru devoir inviter les employés du service à un pot pour fêter son départ.

Mais si Abrozzio a la mémoire courte, les employés eux n'ont pas oublié son attitude méprisante (elle rentrait dans le service sans dire bonjour), ni les qualificatifs qu'elle distribuait généreusement aux employés : fainéants et incapables, selon elle.

Ainsi, personne n'est venu à ses deux invitations au pot et elle a dû repartir avec ses paquets et ses bouteilles sur le bras.

Une bonne leçon pour elle, et aussi un avertissement pour les chefs racistes et méprisants du centre hospitalier.

RAS-LE-BOL A LA BUANDERIE DE CIVIL

Mercredi 17, les employés de la buanderie constatant que la chaudière ne fonctionne pas depuis un mois, que les calendreuses ne marchent pas de même que la barbotte et en ayant assez d'intervenir par lettre oralement auprès de la direction, ont décidé de se mettre en grève à compter du lundi 23 s'ils n'avaient pas du matériel fonctionnel pour travailler.

UNE COURSE DE VITESSE EST ENGAGÉE

Depuis, tout le monde se presse. Des équipes interviennent sur les appareils. Les employés souffrant d'allergie et de démangeaisons ont eu droit à la visite du médecin du travail.

Comme quoi l'alerte donnée a eu au moins le mérite d'activer les méninges des chefs pour faire avancer les travaux !

MARTINIQUE : DELATTRE-LEVIVIER BON COURAGE !

Depuis un mois le patron nous a collé un nouveau chef sur le dos. Maintenant il faut demander la permission pour aller aux chiottes !

Ce chef a déjà infligé un avertissement à un de nos camarades sous prétexte qu'il l'avait insulté, alors que c'était lui qui avait commencé par l'insulter. En réalité, c'est parce que la tête de notre camarade ne lui revient pas. Il est même allé jusqu'à constituer un « livre noir » sur ce camarade. En effet, il a obtenu du patron un grand cahier de 200 pages, et n'ayant rien d'autre à faire, il consigne dans ce cahier tous les faits et gestes de ce camarade, minute par minute. Par exemple : « est arrivé à 7 H, a discuté de 7 H à 7 H 05 avec un collègue, a travaillé sur un véhicule de 7 H05 à 8 H 30, a refusé de meuler sans lunettes, a été aux chiottes de 10 H à 10 H 15 », etc...

Alors on lui souhaite bien du courage, quand on pense qu'il va lui falloir faire ça jusqu'à l'âge de la retraite !

UNE MYSTERIEUSE DISPARITION

Mais pas de chance pour « Tête Plate », la page sur laquelle il consignait tant de détails a mystérieusement disparu !

Du coup il s'est senti vexé, et il est allé se jeter aux pieds du patron en lui demandant de donner un avertissement à celui qui avait osé fouiller dans ses papiers ultra-secrets.

On comprend sa colère, lui qui s'était donné tant de mal pour écrire sa page !

DEBAT A LA TELEVISION : POUR DEVELOPPER L'ECONOMIE DE LA MARTINIQUE, IL FAUT CHANGER LE SYSTEME

Jeudi 19 avait lieu à FR3 Martinique un débat télévisé ayant pour thème : la création d'entreprises. Des patrons étaient invités et répondaient aux questions des télespectateurs.

En fin de compte, il ressortait des déclarations des patrons que le développement économique de la Martinique repose sur quelques esprits entreprenants qui, avec de l'initiative (et des capitaux !), créeraient des entreprises dans divers secteurs. L'un des participants au débat lança d'ailleurs un appel aux Martiniquais à faire preuve de plus de responsabilité et de plus d'audace.

Ces patrons faisaient donc croire que l'avenir économique de la Martinique dépend de quelques individus particulièrement actifs et audacieux qui oseront prendre des initiatives et des responsabilités.

Une telle idée est fausse.

Actuellement, l'économie de la Martinique est presque totalement axée sur le commerce. C'est parce qu'il existe une importante couche aisée de fonctionnaires payés par l'état français, que bon nombre d'entreprises, de maisons de commerce et d'import-export, de petites industries de transformation, existent et prospèrent. C'est pour satisfaire les besoins de consommation de cette catégorie de gens aux salaires relativement importants et surtout réguliers, que fonctionnent les magasins à grande surface, les concessionnaires automobiles, les entreprises du bâtiment, etc...

Dans le même temps, le développement de ce secteur du commerce et de l'import-export crée quelques emplois (donc de nouveaux pouvoirs d'achat), mais crée surtout des fortunes qui se bâtissent rapidement car les bénéfices sont importants dans ce secteur. Et à leur tour les commerçants et les capitalistes qui se sont enrichis, font marcher le commerce en consommant.

Il faut compter aussi avec les gros propriétaires fonciers, békés pour la plupart qui sont bien souvent les mêmes que dans l'import-export, qui ont des revenus importants, et qui eux aussi consomment largement, en voitures, résidences, yatchs, etc...

Ainsi pratiquement toute l'économie de la Martinique est juchée en équilibre instable sur le secteur des importations, avec comme base les salaires de quelques milliers de fonctionnaires. Une telle économie est artificielle et ne peut connaître aucun développement même dans la logique capitaliste. Bien sûr quelques capitalistes ou quelques commerçants peuvent encore trouver des créneaux libres dans lesquels s'introduire : certains besoins peuvent ne pas encore avoir trouvé satisfaction sur le marché.

Mais cela ne saurait aller bien loin, et de toute façon ce ne sont pas quelques magasins supplémentaires qui pourraient signifier un développement économique de la Martinique.

Tout ce qui est produit, ou plutôt importé et commercialisé en Martinique, l'est pour satisfaire les besoins d'une mince couche de la population, la plus aisée. Mais la production ne s'effectue pas dans le sens de l'intérêt et de la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

Et ce n'est pas étonnant, car effectivement l'économie est entre les mains de quelques gens riches, qui par la même occasion dirigent politiquement, dont les intérêts sont protégés par le pouvoir.

Pour véritablement développer l'économie de la Martinique, il faudrait chasser ces gens riches du pouvoir et réorganiser totalement la production et la distribution des marchandises. Il faudrait que cesse le scandale de ces milliers d'hectares de terre détenus par quelques familles riches, qui les consacrent à des cultures d'exportation comme la canne ou la banane, ou les laissent tout bonnement en friches. Alors que les besoins en fruits, légumes, viande, laitages, ne sont pas satisfaits, il est révoltant de voir ces terres consacrées à des cultures inutiles pour le gros de la population et qui n'enrichissent que quelques bourgeois. Il faudrait reprendre ces terres et que la population les cultive selon ses besoins.

Et toute l'économie devrait être réorganisée dans ce sens, c'est-à-dire en vue de l'intérêt général et non en vue de quelques intérêts particuliers. Il faudrait que les travailleurs prennent le pouvoir ! Alors on pourrait satisfaire les besoins en logements, en services sociaux, en produits alimentaires, etc... tous les besoins les plus pressants de la population. Des emplois seraient nécessairement créés, et comme le profit des capitalistes disparaîtrait avec eux, la richesse créée par le travail des ouvriers, employés, travailleurs de toutes sortes, reviendrait à l'ensemble de la population.

Mais une telle réorganisation économique suppose un bouleversement social. Elle suppose que les bourgeois soient dépossédés de leurs richesses et de leurs pouvoirs. Et cela ces derniers ne sont pas prêts à l'accepter. C'est d'ailleurs bien ce qu'ont fait comprendre jeudi soir les patrons invités au débat, car pour le moment ce sont eux qui profitent de la situation actuelle, et ils n'entendent pas laisser la place !

Claire GOYA

« JEUNESSE D'AVANT-GARDE » UNE ATTITUDE CONTRAIRE AUX INTERETS DES JEUNES DU TECHNIQUE

Le mouvement de grève de la 1ère quinzaine de novembre aura touché tous les LEP de la Martinique sauf deux ! C'est dire l'étendue du mouvement qui a mobilisé des milliers de futurs travailleurs que sont les élèves des LEP contre la situation de pénurie plus criante que jamais en cette rentrée 81-82.

La principale caractéristique de ce mouvement a été d'être pratiquement uniquement un mouvement des LEP. Alors que d'habitude, dans les mouvements de mobilisation, ce sont les lycéens de Schoelcher (enseignement) général) qui sont en tête du mouvement, ce mouvement-ci a été uniquement l'œuvre des élèves du Technique.

Et c'est un élément important pour l'avenir que les élèves du LEP, qui seront pratiquement tous dans quelques années de jeunes ouvriers ou employés apprennent dès l'école à se battre et à s'organiser de manière indépendante. Car cette indépendance de classe est l'arme première qui permettra aux travailleurs de se libérer.

Et le rôle de révolutionnaires socialistes est précisément de favoriser le plus possible toutes les manifestations d'indépendance chez les travailleurs et

par conséquent aussi chez les travailleurs en apprentissage que sont les jeunes des LEP.

Le rôle de nos camarades de Voix des LEP, organisation des jeunes du Technique a été d'étendre le mouvement le plus possible, d'une part et d'aider à sa coordination d'autre part. C'est ainsi que dès la première semaine de grève, le LEP du Lamentin, où existe un comité Voix des LEP, appelait les autres LEP en grève à se coordonner. Et dans cette optique, nous nous sommes heurtés aux lycéens de JAG, (Jeunesse d'Avant-Garde) qui sont l'organisation des lycéens du GRS.

En effet, pour JAG, il fallait mettre sur pied une Fédération des Comités de Lutte Lycéens, avec confondus dans la même organisation, les jeunes des LEP et les lycées d'enseignement général.

C'était une manière de mettre les jeunes des LEP, qui sont des futurs ouvriers, sous la coupe des jeunes de lycée, qui demain seront eux, pour les plus représentatifs d'entre eux, avocats, médecins, cadres ou enseignants. C'était apprendre dès le départ aux jeunes apprentis qu'ils devaient laisser des petits-bourgeois diriger leurs luttes. Cette attitude, éclaire parfaitement sur la valeur réelle des propos de JAG et donc du GRS (dont les militants dirigent JAG), lorsqu'ils parlent de la nécessité pour les travailleurs de prendre en charge leurs luttes !

Une des conséquences était la confusion et le flou dans la fraction du mouvement dont la direction était accaparée par deux ou trois lycéens du Lycée Technique. Et lorsque au cours d'une réunion commune enseignants et élèves du Technique, un des professeurs du Lamentin déclare innocemment : « il faudrait faire comme au Lamentin où les élèves ont constitué un comité pour contrôler le matériel afin de ne pas se laisser tromper par l'administration », les militants de JAG qui dirigent la réunion accusent Voix des LEP de bureaucratisme et... lèvent la séance, par peur sans doute des discussions.

Maintenant que la grève est terminée, JAG signe ses tracts Fédération des Comités de Lutte, la dite fédération qui, contrairement à la vérité la plus élémentaire écrit « le déblocage du crédit pour le fonctionnement, l'achat de matériel et de matière d'épreuve ont été satisfaites ». C'est faux.

Alors, toute cette attitude montre bien la différence qu'il y a au GRS entre les professions de foi et les actes. Le GRS, et les lycéens qu'il éduque dans JAG se disent socialistes, communistes, révolutionnaires, partisans de la prise du pouvoir par les travailleurs etc. Mais lorsqu'ils ont la chance de participer à un mouvement de jeunes qui sont destinés à devenir demain des ouvriers, ils se battent pour remettre le mouvement sous la coupe de lycéens qui demain seront des bourgeois petits ou moyens. Comme quoi cent mille étiquettes de révolutionnaires socialistes ne font pas de JAG et de GRS des organisations militant réellement pour que les travailleurs prennent en main leur propre sort.

Car en fin de compte, ces organisations sont infiniment plus sensibles à tout ce qui se fait, se dit ou ne se dit pas dans les milieux petits-bourgeois que soucieux d'apprendre aux travailleurs à s'organiser. Car ce sont en fin de compte des organisations dont la politique est essentiellement petite bourgeoise.

Jacques BRUEL

NON A L'AGRESSION CONTRE LES JEUNES AU ROBERT

« On pourrait parfaitement comprendre que du temps de Giscard, les valets du colonialisme que sont Stéphanie-Lucien se plaisent tant à nuire, mais on comprend moins que depuis la victoire de Mitterrand ils continuent avec leurs mêmes méthodes anti-démocratique et anti-jeune.

C'est ainsi que le Conseil Municipal rend la vie dure au jeune groupe musical « Cabrit Boua » composé de jeunes robertins et qui fut d'ailleurs très apprécié lors de l'animation des vacances.

Dans un premier temps un local leur est attribué, ils participent à l'animation de la fête du Robert. Cabrit Boua attend toujours d'être rémunéré.

Dans un deuxième temps, ce qui est plus grave c'est que sur l'ordre du Maire, Mr S. Jeanville les expulse du local, il les traite de « rastas », de voyous, de bons à rien, de fainéants.

Les faits sont là. C'est un exemple parmi tant d'autres, nous pouvons en témoigner. La règle au Conseil Municipal c'est d'empêcher le regroupement des jeunes. Mais la jeunesse ne doit pas être dupe, elle doit choisir son camp. Le camp de la jeunesse est différent de celui du Maire .

Face à l'arrogance du Conseil Municipal, la jeunesse doit s'organiser, la population doit prendre position. Il faut plus que jamais dresser le bilan de la gestion de ce Conseil Municipal, et dans le même temps il faut nous battre pour exiger l'infrastructure économique, sportive et culturelle au Robert.

EN AVANT POUR CONSTITUER LE RASSEMBLEMENT DE LA JEUNESSE DU ROBERT.

Le Comité Robertin Anticolonialiste.

LEP SAINT JOSEPH : UN PROFESSEUR TENTE D'EMPECHER LES ELEVES DE S'ORGANISER...

Au LEP de Saint-Joseph, 156 élèves sont regroupés dans une vieille baraque en bois qui risque de s'écrouler à tout moment comme l'a reconnu le Rectorat. Dans des conditions pareilles, les élèves se mobilisent, élisent un comité de grève Voix des LEP, et... se heurtent à un professeur.

Pour ce dernier, c'est de la manipulation. Les élèves sortent-ils un tract ? Pour ce professeur, ce ne sont pas eux qui l'ont fait, car les renseignements sont faux. Protestation unanime des élèves : « Monsieur, vous avez tort ! C'est vrai qu'il nous faut payer 600 Francs de frais supplémentaires pour achat de produits en coiffure ». Et on lui montre une facture officielle attestant que ces 600 F ont été payés.

Autre cas. Il ne faut pas qu'il y ait des éléments « extérieurs » à l'établissement, sinon (c'est toujours le même professeur qui continue) « il faut que des enseignants puissent participer aux A.G. »

Une telle attitude est malheureusement courante chez de nombreux professeurs réactionnaires qui se servent de l'autorité d'enseignant qu'ils peuvent avoir sur les élèves pour les dissuader de revendiquer et d'exiger le respect de leurs droits.

Avec la différence que cette fois-ci, ce n'est pas un professeur de droite. Celui qui a une telle attitude est Philippe Pierre-Charles, membre de la direction du GRS. (Groupe Révolution Socialiste).

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728